

Le *Brexit* a provoqué des comportements de stockage de la part des entreprises britanniques fin 2020, puis une probable contraction des échanges début 2021

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le Royaume-Uni est sorti du marché unique européen. Sa nouvelle relation commerciale avec l'Union européenne est régie par un accord de libre-échange qui n'introduit aucun tarif douanier, mais des barrières non-tarifaires qui affectent les flux commerciaux de biens. Même après son entrée en vigueur, le Brexit constitue toujours une source d'incertitude importante pour un grand nombre d'entreprises britanniques. À l'approche de la date butoir du 1^{er} janvier 2021, les importations ont ainsi bénéficié d'effets de stockage en fin d'année, sur fond de reprise au quatrième trimestre. Les exportations françaises, à cet égard, ont alors davantage progressé vers le Royaume-Uni que vers les partenaires de l'Union européenne. En janvier, l'indicateur à « haute fréquence » de trafic portuaire signale un repli du commerce extérieur britannique, conséquence probable des barrières non-tarifaires introduites à la frontière britannique et contrecoup du mouvement de stockage précédent.

L'accord de libre-échange signé le 24 décembre 2020 définit la nouvelle relation commerciale entre le Royaume-Uni et l'Union européenne

Le 1^{er} février 2020, le Royaume-Uni se retirait officiellement de l'Union européenne, mais en conservant son accès au marché unique dans le cadre d'une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020. Les négociations quant à la nature de la relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ont abouti à un accord commercial validé par les deux parties le 24 décembre 2020, une semaine avant la date butoir.

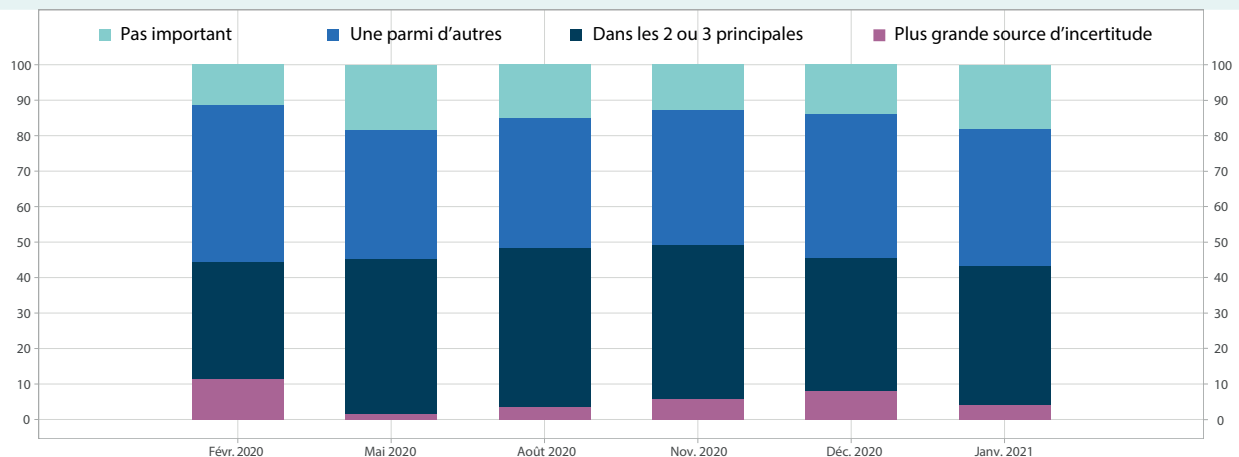
L'accord conclu est un accord de libre-échange, n'instaurant par conséquent ni quota ni tarif douanier sur les biens échangés. Toutefois, des barrières non-tarifaires sont introduites à la frontière britannique : les biens échangés entre l'Union européenne et

le Royaume-Uni sont ainsi soumis à des contrôles sanitaires et phytosanitaires, de provenance et de destination, effectués par les douanes dans un sens comme dans l'autre. Ces formalités administratives impliquent des coûts supplémentaires pour les entreprises britanniques souhaitant exporter vers le marché unique, et réciproquement.

À court terme, les flux de biens transitant de l'Union européenne vers le Royaume-Uni ne devraient être affectés que progressivement : les douanes britanniques appliquent unilatéralement des périodes de transition et des dérogations pour limiter les rigidités à la frontière. Elles ne procéderont aux contrôles complets qu'à partir de juillet 2021. En revanche, aucun allègement administratif n'est prévu pour les biens provenant du Royaume-Uni et à destination du marché européen. Les producteurs britanniques qui exportent vers l'Union européenne sont ainsi soumis à la totalité des contrôles administratifs.

► 1. En janvier, plus de 40 % des entreprises britanniques considéraient encore que le *Brexit* est une source d'incertitude majeure

en %



Note : réponses à la question « À quel point le référendum sur la sortie de l'UE a-t-il affecté le niveau d'incertitude pesant sur votre entreprise ? », une seule réponse possible.

Source : enquête « Decision Maker Panel » de la Banque d'Angleterre

Conjoncture internationale

Même après être entré en vigueur, le *Brexit* reste une source d'incertitude importante pour les entreprises britanniques

Les enquêtes de conjoncture (*Decision Maker Panel*) menées par la Banque d'Angleterre permettent de rendre compte du degré d'incertitude que le *Brexit* a suscité chez les entreprises britanniques, avant même qu'un accord soit trouvé (► **figure 1**). Entre février 2020 et janvier 2021, la part d'entreprises considérant le *Brexit* comme une source majeure d'incertitude est restée stable, entre 40 % et 50 %. Ainsi, la validation de l'accord de libre-échange ne semble pas avoir dissipé en début d'année l'incertitude émanant du *Brexit*. Toutefois, la part d'entreprises indiquant que le *Brexit* est la principale source d'incertitude a diminué depuis janvier 2020 et se situe à un très faible niveau, la crise sanitaire provoquant également de fortes incertitudes.

Par ailleurs, certaines questions du *Decision Maker Panel* portent sur l'avancement des préparatifs des entreprises en vue du *Brexit*. En décembre, environ deux entreprises sur trois estimaient s'être préparées du mieux qu'elles pouvaient à la sortie du marché unique, cette proportion étant en nette progression par rapport aux mois précédents et au reste de l'année (► **figure 2**). Toutefois, selon une enquête menée en janvier par la *British Chamber of Commerce*, la moitié des entreprises concernées par l'exportation de biens vers l'Union européenne signalaient tout de même qu'elles éprouvaient des difficultés à s'adapter aux changements de procédure.

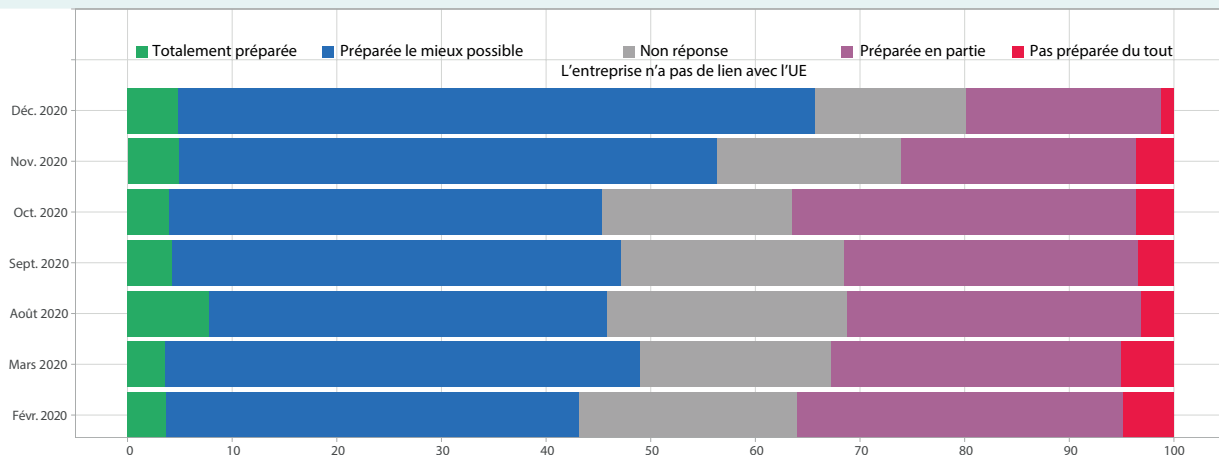
Comme avant les précédentes dates butoirs, les importations britanniques ont progressé fin 2020, bénéficiant d'effets de stockage et d'un contexte de rebond économique malgré les incertitudes sanitaires

Au quatrième trimestre 2020, la croissance britannique (+1 %) a bénéficié comptablement d'une contribution de la variation des stocks à hauteur de 2,2 points, une hauteur d'ampleur parmi les plus élevées depuis une dizaine d'années. En effet, les entreprises britanniques ont probablement effectué des stocks en amont de la sortie du marché unique, comme lors d'échéances précédentes (mars 2019 et octobre 2019 notamment, voir *éclairage de la note de conjoncture de juin 2019*). Selon les enquêtes de l'institut *Markit*, les entreprises du secteur manufacturier ont signalé en décembre une hausse de leurs stocks (de produits intrants essentiellement, ► **figure 3**). Le pic du solde d'opinion en décembre a eu une ampleur presque comparable à celui de mars 2019, mois précédant la première date butoir (*in fine* reportée) du *Brexit*.

Ces comportements de stockage des entreprises britanniques ont dynamisé les importations britanniques en fin d'année. En effet, au quatrième trimestre, elles ont progressé de 8,9 % en volume (après +13,3 % le trimestre précédent), bénéficiant par ailleurs d'une progression de la demande intérieure. Les importations de biens ont progressé de 14,2 %, reflétant des hausses des flux en provenance de l'Union européenne et des partenaires commerciaux extra-européens (► **figure 4**).

► 2. En fin d'année, la majorité des entreprises britanniques déclaraient être préparées au *Brexit*

en %



Note : réponses à la question « Pensez-vous que votre entreprise est préparée aux nouvelles conditions d'échanges avec l'Union européenne qui entreront potentiellement en vigueur au terme de la période de transition ? », une seule réponse possible.

Source : enquête « *Decision Maker Panel* » de la Banque d'Angleterre

En France, sur les trois derniers mois de 2020, les exportations à destination du Royaume-Uni ont davantage augmenté que les exportations à destination de l'Union européenne (► [figure 5](#)). De plus, en janvier, les exportations à destination du Royaume-Uni ont chuté, alors que les exportations à destination de l'Union européenne se sont maintenues, probable conséquence des barrières non-tarifaires introduites à la frontière britannique début 2021.

Selon l'ONS (*Office for National Statistics*), cette hausse des importations au quatrième trimestre 2020 concerne des produits spécifiques, dont les produits de santé. Le contexte sanitaire constitue l'un des facteurs d'explication probables, car la confection de tests de détection de la Covid-19 nécessite des biens spécifiques. Cependant, le contexte du *Brexit* joue également un rôle : le gouvernement britannique a ainsi conseillé

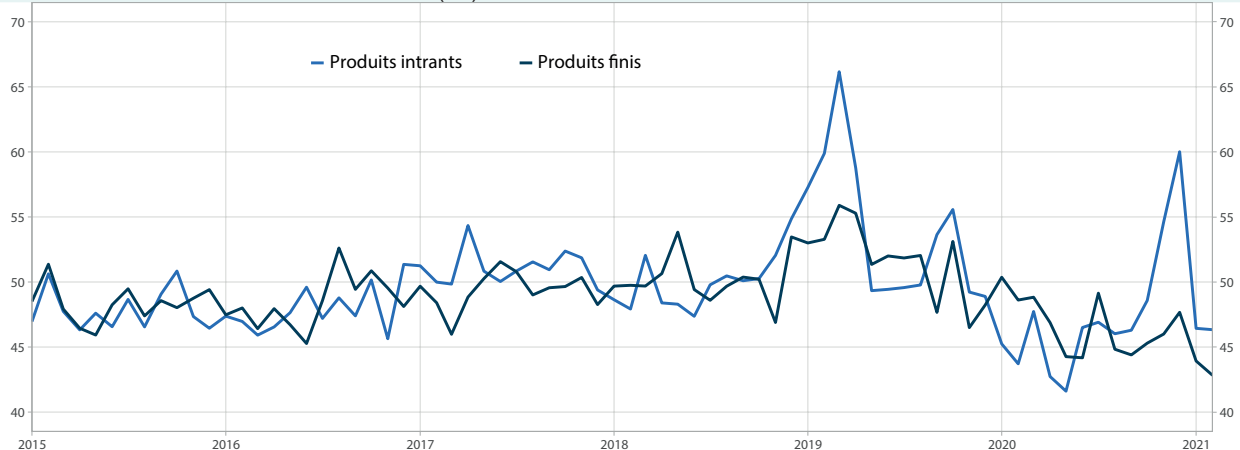
aux fournisseurs britanniques de médicaments de réaliser des stocks, pour anticiper les contrôles accrus propres à ce type de biens à la frontière avec l'Union européenne. Par ailleurs, l'ONS a indiqué une hausse notable d'importations de machines et équipements de transports en lien avec la production automobile, reflétant là aussi de possibles comportements d'anticipation liés au *Brexit*.

L'indicateur à « haute fréquence » de trafic portuaire suggère une importante baisse des échanges depuis le 1^{er} janvier au Royaume-Uni

Si les statistiques des douanes britanniques de janvier 2021 ne sont pas encore disponibles, l'indicateur à « haute fréquence » de trafic portuaire britannique signale une baisse notable des passages de cargos et tankers dans les ports britanniques depuis le début

► 3. En décembre 2020, les entreprises ont signalé une forte hausse de leurs stocks (de produits intrants notamment)

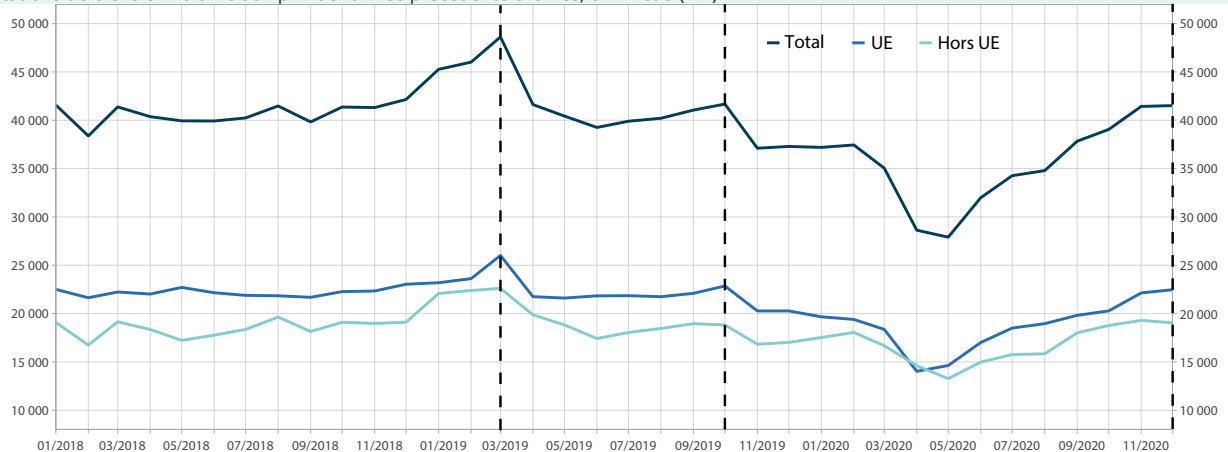
indice PMI sur les stocks dans le secteur manufacturier (ME)



Source : IHS Markit

► 4. Les importations britanniques ont progressé avant le *Brexit*, comme avant les précédentes dates butoirs

importations de biens en volume aux prix de l'année précédente chaînés, en niveau (M€)



Note : les barres verticales représentent les mois précédant une date butoir du *Brexit*.

Source : ONS

Conjoncture internationale

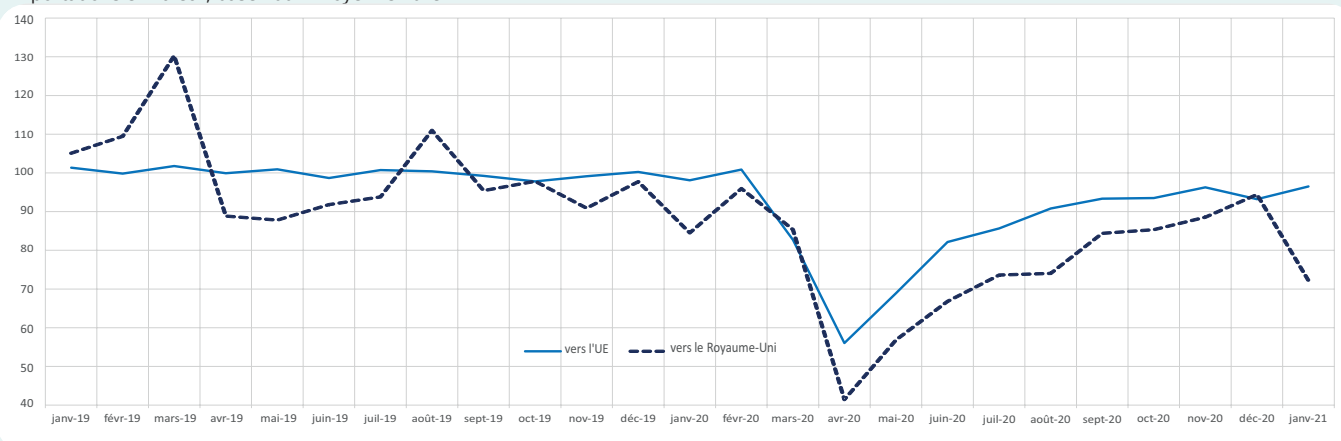
de l'année. Pendant la semaine du 4 au 10 janvier, le trafic était inférieur de 25 % à son niveau pendant la même semaine en 2020. Depuis lors, le commerce maritime semble se reprendre légèrement, mais restait globalement inférieur à son niveau d'il y a un an en février. Par ailleurs, d'après la *Bank of*

England, le trafic routier de véhicules transportant des marchandises autour de Douvres était en nette diminution par rapport aux trois années précédentes en janvier. Ces indicateurs précoces témoignent ainsi d'un probable repli des échanges à la frontière britannique en début d'année. ●

David Fath

► 5. Les exportations françaises ont probablement profité des mouvements de stockage des entreprises britanniques

Exportations en valeur, base 100 = moyenne 2019



Source : douanes françaises

► 6. Le trafic maritime britannique a fortement diminué après l'entrée en vigueur de Brexit

Glissement annuel de la moyenne mobile 7 jours des passages de cargos et tankers dans les ports britanniques, en %



Note : dernier point : 28 février.

Source : ONS

Bibliographie

British Chambers of Commerce (2021), « Half of UK exporters report difficulties adapting to changes relating to EU-UK trade », février 2021.

Insee (2019) « Les anticipations en vue du *Brexit* dopent temporairement les importations britanniques », *Note de conjoncture*, juin 2019.

ONS (2021), « UK Trade : December 2020 », février 2021.

Bank of England (2021), « Monetary Policy Report », février 2021. ●